

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2018)
Heft: 2222

Artikel: L'industrie financière intrépide... grâce au filet de sécurité public : les risques sont maîtrisés - jusqu'à la prochaine fois
Autor: Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023313>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'industrie financière intrépide... grâce au filet de sécurité public

Les risques sont maîtrisés - jusqu'à la prochaine fois

Jean-Pierre Ghelfi - 13 octobre 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33815>

La question est simple: comment se fait-il que dans des systèmes économiques organisés autour du marché, de la concurrence et du profit, certaines activités ne puissent fonctionner dans la durée, en rapportant gros aux dirigeants et aux actionnaires, qu'à la condition de bénéficier d'une garantie implicite de l'Etat?

La réponse est complexe. Elle tient en partie à notre mémoire souvent défaillante d'événements plus ou moins récents — par exemple la crise des années 1930, le scandale de blanchiment d'argent à la filiale tessinoise de ce qui s'appelait alors le Crédit suisse en 1977, la crise financière de 2008. Autant d'événements dont nous n'avons pas su - ou pas voulu - tirer les conséquences économiques et aussi politiques ([DP 2220](#)).

L'argent fascine

Celles et ceux qui font référence à ces dates s'attirent habituellement une réponse toute faite: ça ne se reproduira pas. Les leçons, nous dit-on, ont été tirées et le contexte a changé. Est-ce vraiment le cas? La finance, à la différence de la plupart des autres activités économiques, a la chance, si l'on peut dire, de se mouvoir dans un domaine dont peu de personnes comprennent

réellement le fonctionnement, dans tous ses tenants et aboutissants.

A quoi s'ajoute que les principaux acteurs déterminent souvent les règles du jeu tout comme les risques auxquels ils s'exposent. Mesures qui sont validées par des agences privées sur lesquelles s'appuient les gendarmes (chez nous la Finma) pour exercer leur surveillance... Œuvrant à l'échelle mondiale, la finance peut aussi mélanger les cartes et se glisser entre les mailles du filet, là où elles sont les plus lâches.

Mais il y a, peut-être plus important encore, le fait que l'argent exerce un pouvoir, toujours renouvelé, qui fascine. Un peu comme à la loterie. A force de jouer, on devrait bien finir par gagner une fois...

Rapports falsifiés

Ce secteur ne manque pas non plus de loyaux experts qui distillent dans les médias, en flux tendus, des propos rassurants: les banques sont si conscientes des risques qu'elles prennent que les contrôles internes sont devenus très rigoureux. La situation est parfaitement maîtrisée.

Ces [experts](#) font inévitablement penser à ceux dont les travaux,

dans les domaines scientifiques, sont financés en tout ou partie par les industries qui sont très demandeuses de rapports leur permettant d'affirmer que leurs produits ne comportent pas d'inconvénients ni de risques. Ils ont été minutieusement contrôlés. Ils respectent toutes les normes édictées. Ils répondent à des besoins reconnus en matière de santé, de processus chimiques, de production agriculture, d'extraction de minerais, de consommation de tabac, de rejets de CO₂, etc.

Tout est parfait. On n'en découvre pas moins, souvent des décennies plus tard, que beaucoup de ces rapports d'«*experts*» ont été falsifiés, souvent par omission, pour des raisons rarement désintéressées.

Détricotage

Nous sommes dans une situation analogue avec les garanties offertes par les milieux financiers. Etant acquis que les risques sont maîtrisés, les seules questions vraiment intéressantes concernent les stratégies d'allocations d'actifs: où placer son argent pour obtenir le meilleur rendement.

Les rares voix discordantes proviennent le plus souvent

d'organismes qui prennent un peu de hauteur et parviennent ainsi à indiquer les zones où des nuages s'accumulent. C'est le cas du [Fonds monétaire international](#) (FMI). Dans son dernier rapport trimestriel, il considère que «*ce n'est pas le moment de relâcher les efforts*». Il importe de «*mener à bien le programme de réformes de la réglementation financière et d'éviter un détricotage des réformes*». Détricotage? C'est pourtant exactement ce que demandent les dirigeants des grandes banques, ici et ailleurs, en dénonçant les tracasseries bureaucratiques imposées dans le prolongement de la crise de 2008, au motif qu'elles sont devenues superflues puisque, voir plus haut, tout est sous contrôle...

Tout va bien

Désormais, il convient de réengranger des profits. Et même si les affaires devaient finir par mal tourner, ce n'est pas trop grave. Considérées comme «*too big too fail*», les grandes banques peuvent procéder à une application rigoureuse des règles et des principes de l'économie libérale: la socialisation des pertes et la privatisation des profits.

Mais lorsque la situation économique se dégrade à la suite de l'explosion de bulles spéculatives, c'est toute la société qui trinque. Les entreprises comme les salariés en subissent les conséquences qui peuvent être dramatiques. Voilà ce qui arrive à celles et ceux qui ne sont pas assez

importants pour que l'Etat assure leur survie.

En aurons-nous bientôt une nouvelle confirmation? Les grandes banques ont appris à recycler, selon les mêmes principes que les *subprimes*, les crédits octroyés aux entreprises endettées auxquelles sont facturés des taux d'intérêt plus élevés. Des produits qui devraient attirer les investisseurs en quête de placements bien rémunérés.

Ces arguments étaient ceux servis dans les années qui ont précédé la crise de 2007-2008. La chute des bourses la semaine dernière, spectaculaire nous dit-on, serait-elle l'annonce qu'une nouvelle période mouvementée est en gestation? Alors allons-y gaiement, et détricotons.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Un surnois travail de sape de la démocratie

<https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis460t.html>

<https://www.youtube.com/watch?v=f7AO5FueK14&index=6&list=PLEnHzNShzOwYPegMPn5RD2Oaaxv4wZbab&t=0s>